

## TERMES DE REFERENCE

### Jeunes Experts Associés (JEA) – PNUD Togo

*(Ce poste est ouvert aux ressortissants de pays en développement)*

#### I. Informations générales :

---

Titre:

Chargé de Programme sur la Réduction de la Pauvreté et le VIH/SIDA

Secteur d'affectation :

Réduction de la pauvreté et questions économiques

Pays d'affectation :

Togo

Ville :

Lomé

Agence :

PNUD

#### II. Supervision :

---

Titre du supérieur hiérarchique :

Assistant au Représentant Résident

Contenu et méthodologie de l'encadrement :

- Réunion de supervision une fois par semaine pour les premiers six mois et tous les quinze jours par la suite.
- Réunion avec le superviseur aussi souvent que possible pour les activités quotidiennes
- Revue de la performance à mi-parcours sur la base des résultats définis à l'avance

#### III. Fonctions et responsabilités :

---

- Contribuer à la formulation et à la mise en oeuvre des programmes et projets retenus dans le cadre du Plan d'Action de Programme de Pays (PAPP) (2004 – 2006) signé avec le Gouvernement du Togo le 5 août 2004. Le JPO sera responsable de gérer quotidiennement le Projet de Développement Intégré dans la Région des Savanes ainsi que le projet de lutte contre le VIH/SIDA. En matière de suivi, le JPO aura à effectuer des visites des activités du projet sur le terrain (50%). Résultat : taux d'exécution des activités du projet à 90%
- Contribuer à la mise en oeuvre du système de suivi et d'évaluation pour s'assurer de la mise en oeuvre efficace et effective du PAPP(10%). Résultat: Actions entreprises à temps et de manière satisfaisante
- Contribuer à la préparation d'un document sur la réduction de la pauvreté dans le cadre de la mise en place de l'approche "Villages du Millénaire" (10%). Résultat : Stratégie de mise en place de l'approche « Villages du Millénaire » disponible, intégrant les aspects droits Humains, Genre, environnement et VIH/SIDA.
- Contribuer dans la préparation, suivi et atteinte des objectifs du bureau concernant le Cadre de Résultats Stratégiques et le « Balance Scorecard » (10%). Résultat: Information fournie à temps et indicateurs concernant les responsabilités du Chargé de Programme atteints.
- Travailler étroitement avec les Chargés de Programme pour s'assurer de la cohérence et de la consistance des activités appuyées par le PNUD(10%). Résultat : Les objectifs globaux du bureau inscrits dans le PAPP atteints.

- Préparer occasionnellement de papiers sur les domaines de responsabilité et entreprendre d'autres activités assignées par le superviseur(10%). Résultat: dates-butoirs respectées et contenu des papiers satisfaisants.

#### **IV. Qualifications et expérience :**

---

Diplôme universitaire de 3ème cycle :  
Diplôme Universitaire en Economie, Gestion et autres Sciences Sociales

Expérience professionnelle (minimum 1 à 2 ans d'expérience liée au domaine) :  
De préférence, une ou deux années d'expérience dans la gestion des programmes/projets de développement

Compétences principales requises pour l'affectation :

- Bonnes capacités de rédaction et d'analyse
- Fortes capacités interpersonnelles et de communication
- Aptitude à travailler dans un environnement multiculturel
- Esprit d'équipe
- Excellente connaissance du Français
- Bonne connaissance de l'anglais

#### **V. Composants de la formation et éléments d'apprentissage :**

---

- En tant que partie intégrante du processus de l'évaluation des Résultats et des Compétences, le JPO préparera, en consultation avec le superviseur, un plan de formation annuel.
- Trois à six mois après avoir pris fonction, le JPO participera au cours d'induction de deux semaines pour les JPO, organisé par le Learning Resource Center qui aura lieu à New York.
- De plus, le/la JPO participera aux réseaux de pratique du PNUD aussi bien que dans les ateliers de pratique
- Le/la JPO sera appuyé dans ses développement et croissance professionnels à travers la participation aux activités internes de formation, la formation sur le tas et le suivi/encadrement par le superviseur
- Le/la JPO bénéficiera également des activités de formation externes en appui à son plan de développement professionnel.

#### **VI. Informations de base:**

---

##### A. Données socio-économiques générales

Superficie : 56.000km<sup>2</sup>  
Population : 5 millions d'habitants  
Taux de croissance démographique estimé : 2,4%  
IDH (2005) : 0,512 (143ème)  
Indice de pauvreté humaine : 39,5  
Espérance de vie : 49,8 ans  
Taux de mortalité infantile : 84,1 pour mille (20% les plus pauvres)  
Taux de mortalité maternelle : 480 pour mille  
Population rivée d'accès à l'eau potable : 49%  
Taux d'alphabétisation des adultes : 53,0%  
Taux d'alphabétisation des femmes : 38,3%  
Taux de scolarisation combinée : 66%  
Taux de croissance du PIB : 3% (2004)  
PIB/habitant : 362\$  
Aide publique par habitant : 9,2\$ (2003)

## B. Gouvernance démocratique

Face à un processus démocratique contesté par l'opposition depuis 15 ans environ, le gouvernement a entrepris des consultations en avril 2004 avec l'Union Européenne (UE), au titre de l'Article 96 des Accords de Cotonou. Cette évaluation conjointe a abouti à 22 engagements qui traduisent le déficit démocratique à combler avant de renouer avec les Accords de Cotonou et justifier ainsi la reprise de la coopération économique et financière avec l'Union Européenne. Les deux tiers des engagements sont relatifs au respect des libertés civiles et politiques et à l'exercice de la justice. Il s'agit également de relancer le dialogue national interrompu en impliquant les partis politiques et la société civile. Ce dialogue doit viser, entre autres, un consensus sur les modalités d'organisation d'élections transparentes.

En avril 2005, suite à la disparition du Président de la République, les élections présidentielles ont été organisées dans un climat de troubles, de manifestations et de contestations populaires qui ont débouché sur l'aggravation de la crise socio-politique accompagnée de violences, de destructions des biens et des personnes, de déplacement de populations à l'intérieur du pays et de départ de plusieurs milliers de personnes réfugiées dans les pays voisins.

Les interventions de la communauté internationale à travers des consultations et des missions d'évaluation ont recommandé la formation d'un gouvernement d'union nationale, la reprise du dialogue inter-togolais et la mise en place de dispositions permettant le retour et la réinsertion des populations déplacées et réfugiées.

En vue d'aider le gouvernement à évoluer vers une amélioration de la gouvernance démocratique, l'assistance du PNUD s'est focalisée depuis 2004 sur la formulation et la mise en œuvre des programmes sur la décentralisation, la modernisation de la justice et des plans d'action nationaux sur le genre et la promotion des droits de l'homme.

## C. Evolution socio-économique

### 1. Les principales contraintes des années 90 (rappels)

Les années 90 ont été marquées par la crise socio-politique qui a eu des répercussions dévastatrices sur une économie nationale sevrée d'une part importante des investissements nécessaires à la croissance soutenue et durable. Les incertitudes politiques ont beaucoup influé sur le comportement des opérateurs économiques qui se sont gardés de procéder à des investissements structurants. L'Etat s'est vu amputé d'une grande partie de ses moyens financiers en raison des faibles rentrées fiscales tributaires de la chute des affaires et de la suspension de la coopération avec l'Union Européenne. L'accumulation des arriérés de paiement avec la BAD et la Banque Mondiale a entraîné ipso facto la suspension des décaissements et des programmes avec ces institutions, aggravant ainsi la situation financière de l'Etat. En conséquence et sur la période, le taux de croissance du PIB en moyenne n'a pas atteint les 3%.

Par ailleurs, les problèmes structurels de l'économie n'ont pas variés : secteur privé très embryonnaire et affaibli ; secteur primaire peu producteur et axé essentiellement sur une production vivrière de subsistance et des cultures de rente peu développées ; secteur tertiaire en régression (notamment les activités bancaires) ; carence des échanges inter-sectoriels ; faiblesse des capacités nationales et faible maîtrise technologique. Ceci décrit une économie très peu compétitive et mal outillée pour faire face aux exigences de la globalisation.

Les finances publiques sont en déficit permanent et cela s'explique par des recettes insuffisantes, une faible maîtrise des dépenses aux plans de leur répartition et de leur volume jugé insuffisant pour renforcer l'investissement intérieur. On note des difficultés de plusieurs ordres : non respect des plans prévisionnels dans l'exécution du budget, absence de suivi et de contrôle dans l'exécution des dépenses, procédures opaques dans l'attribution des marchés publics, faiblesses des données sur la dette publique.

Le secteur bancaire a perdu sa capacité de financement à cause de la baisse de rentabilité, du poids des prêts non productifs, de la non diversification des produits financiers et du non respect des règles prudentielles.

Au plan des infrastructures essentielles pour promouvoir et soutenir l'activité économique, beaucoup de contraintes et de problèmes sont relevés. Après d'importants efforts d'investissements dans les années 80 qui ont engendré un développement notable des infrastructures économiques (routes, ports, aéroports, énergie, télécommunications), la raréfaction

des ressources de l'Etat n'a pu permettre leur maintenance et leur développement au cours des années 90.

L'effondrement des programmes d'investissement publics au cours de cette période a entraîné, on s'en doute, des conséquences graves sur la vie sociale. Selon une étude en 1995 environ 72% des Togolais seraient sous le seuil de pauvreté fixé à 90.000fcf par an et par personne ; et plus de 57% sous le seuil d'extrême pauvreté de 70.000fcf par an et par personne. Ces indicateurs quoique déterminés sur la base de données relativement anciennes (enquête budget/consommation de 1989) révèlent néanmoins l'ampleur du problème.

## 2. Evolution actuelle

Les contraintes et les tendances décrites plus haut se sont maintenues, et même parfois amplifiées, au cours des 5 premières années 2000.

En dehors de l'agriculture qui maintient un taux de croissance au-dessus de 3% grâce à une bonne pluviométrie (et à un relatif phénomène de retour à la terre), on observe une continuité de la régression dans tous les autres axes de l'économie.

La paupérisation s'accroît, et en dépit d'un IDH de 0,512 (143ème rang en 2005), la situation économique et sociale se dégrade de jours en jours. La dette extérieure se chiffre à plus de 800 milliards fcfa (2003) avec un service de la dette de 54,5 milliards fcfa, une dette intérieure de plus de 280 milliards, un taux de couverture des importations par les exportations de 75,6% et une balance des paiements toujours déficitaire.

De manière générale, le premier Rapport national de suivi des OMD en 2004 conclut que la situation est telle que sur les 7 objectifs du millénaire pour le développement, 3 sont potentiellement réalisables en 2015. Il s'agit de l'objectif 2 (assurer une éducation pour tous), l'objectif 5 (améliorer la santé maternelle) et l'objectif 6 (combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies). Les efforts entrepris par le Togo par le passé, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé, et la mobilisation des ressources du Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, le paludisme et la tuberculose constituent, en ce sens, des avancées notables qu'il faudrait soutenir et renforcer.

Face à cet état de chose, des efforts sont entrepris pour répondre aux nécessités des engagements internationaux, de bonne gouvernance, de conditionnalités des bailleurs de fonds, de relance de la croissance et de réduction de la pauvreté.

## D. Actions et perspectives

La situation togolaise constitue une « alarme » pour la communauté internationale qui tente d'intervenir à travers des consultations et diverses initiatives.

En avril 2004, l'UE et le gouvernement se sont entendus sur 22 engagements à remplir pour améliorer l'état de la gouvernance démocratique en vue du retour du Togo aux Accords de Cotonou, condition sine qua non pour accéder, de nouveau, aux financements du FED. Cette initiative toujours en cours fait l'objet de missions fréquentes et d'évaluations conjointes pour jauger des progrès accomplis et des difficultés rencontrées.

Des missions conjointes de la Banque Mondiale et du PNUD ont permis d'effectuer des analyses de situation et des consultations avec les autorités, les acteurs de la société civile et du secteur privé qui ont abouti à l'élaboration et l'adoption par la Banque Mondiale d'une Note de ré-engagement de la coopération dans le cadre du LICUS (Low Income Country Under Stress). Cette stratégie vise trois points d'entrée : l'appui aux efforts avec l'UE pour un changement socio-politique ; la préparation de la relance économique avec la reprise de la coopération ; et un programme d'urgence d'amélioration des services sociaux de base dans les communautés les plus pauvres (PURP). Ce programme est actuellement mis en œuvre conjointement par le PNUD (2 millions\$) et la Banque Mondiale (5 millions\$) et l'on envisage une deuxième phase d'élargissement et d'implication des autres partenaires extérieurs à ces activités.

Par ailleurs, des missions conjointes du FMI et de la Banque Mondiale ont eu lieu en 2005 pour examiner les contraintes et les problèmes liés à la gestion des ressources publiques. A l'issue de ces missions, un cahier de charges a été convenu avec le gouvernement pour un assainissement des finances publiques indispensable à l'évolution vers un nouveau programme de coopération avec les institutions de Bretton Woods.

Au niveau du gouvernement, plusieurs initiatives sont à signaler.

## 1. L'élaboration du DSRP

Le gouvernement dispose depuis 2004 d'un DSRP intérimaire qui a l'avantage de poser un diagnostic global et de définir les étapes pour un DSRP final.

Cet exercice a besoin actuellement que des enquêtes et collectes de données soient effectuées afin de disposer des éléments indispensables pour une évaluation crédible de la pauvreté débouchant sur la finalisation de la Stratégie nationale de réduction de la pauvreté.

## 2. Une consultation nationale sur la relance de l'économie

Du 19 au 21 décembre 2005, le gouvernement a organisé un séminaire national avec ses partenaires nationaux et a établi un diagnostic de l'économie et identifié les éléments d'une stratégie de redressement et de relance. Ces éléments comportent des propositions de réformes macro-économiques sur les finances publiques et le secteur monétaire, de réformes sectorielles, et de mesures à prendre pour promouvoir le secteur privé.

## E. L'assistance du PNUD

L'assistance actuelle, au compte du cycle 2002-2006 et du cadre révisé 2006-2007, poursuit l'exécution des projets/programmes déjà engagés dans les domaines de la décentralisation, des réformes de la justice, de la promotion des droits de l'homme, de la micro finance et de la réduction de la pauvreté.

Il s'agira surtout de renforcer les capacités nationales et d'aider à l'élaboration d'une stratégie de réduction de la pauvreté basée sur les OMD.

Dans la programmation retenue pour l'année 2006, en ce qui concerne plus particulièrement les OMDs, les principales activités suivantes peuvent être notées :

1. La finalisation du DSRP : i) réalisation de l'enquête QUIBB ; ii) autres enquêtes et études complémentaires, avec d'autres partenaires ; iii) poursuite des travaux de finalisation du DSRP.
2. Le costing des OMD : i) renforcement des capacités nationales ; ii) travaux d'évaluation des besoins et des coûts ; iii) élaboration d'un programme de renforcement des capacités.
3. La mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation des OMD : i) adoption du Cadre de référence et du support méthodologique commun pour le suivi-évaluation du DSRP/OMD ; ii) renforcement des capacités de la direction de la statistique ; iii) suivi des OMD (préparation du 2<sup>e</sup> rapport national).
4. Programme d'urgence de réduction de la pauvreté (PURP) : i) mise en œuvre des activités actuellement identifiées et financées ; ii) élaboration d'un programme plus vaste pour mobiliser d'autres partenaires extérieurs.
5. Promotion du volontariat national : valoriser les ressources humaines nationales à travers l'amélioration des conditions de vie des populations
6. Projet conjoint du SNU sur la gestion des ordures :
7. Promotion du genre : i) Mise en œuvre du Plan d'action stratégique genre.

Un organigramme du bureau indiquant la place du / de la Jeune Expert(e) Associé(e) au sein de cette structure est disponible ci-après.

## **VII. Informations sur les conditions de vie du lieu d'affectation :**

Un visa d'entrée est requis pour toute personne voyageant avec ou sans le Laissez-Passer des Nations Unies et devrait être obtenu avant l'arrivée dans le pays. Toute personne détentricrice du Laissez-Passer ne sera pas tenue de payer les frais de visa.

Des habitations meublées ou non meublées sont disponibles à partir de 500 – 2000 US\$ par mois. La monnaie nationale est le Franc CFA (1 US\$=495,428 FCFA). Des banques commerciales existent. Les cartes de crédit VISA sont acceptées dans certains hôtels et grands magasins.

Le Togo est un pays à forte incidence de paludisme. L'utilisation de moustiquaires et de répellents est fortement recommandée. La vaccination de la fièvre jaune est requise. D'autres vaccinations telles que la méningite, l'hépatite B...sont également recommandées. Les médicaments de base sont disponibles dans les pharmacies mais il est recommandé de se munir de ses médicaments spécialisés.

# ORGANIGRAMME DU PNUD TOGO

**RR / RC**

Chargée de la Coordination- ICS 8: Ms. Akoko V. LAWSON -04500  
VNU Spéc. Assisance Humanitaire : Mme Assa DOUCOURE -04120

Assistante du RR (ICS 6) : Mme Amévi Thérèse AYIVI - 02300  
Chauffeur du RR (ICS 3) : M. Dovi AGLE - 02300

## Unité Communication et Gestion des Connaissances

Ch. NTIC & Gestion des Connaissances(ICS8):Mr.A POUYO -02300  
Chargé de communication plaidoyer OMD : (Vacant) - 11300  
Assist. Gestion Connaiss. ICS7 :M. A. MESSIE en **SLWOP** - 02300  
Assist. communication (ICS 5) : Mrs Akouavi ADJIBOGOU -11300

Conseiller principal : M. Idrissa DIAGNE  
Conseil. Droits/Reforme/Décentral. (ICS10) : M. B. MAGBENGA-02300  
Conseillère Genre (ICS7) : Mme Ayélé Flore ANTONIO - 02300

**DRR**

Assistante du RRA (ICS 5)  
Ms. Adoukouè KPAKPO (ICS 5) - 02910

## Unité Business Center

BC Manager (ICS 10) : Vacant - 02300  
Assistante administrative (ICS 5) : Ms. Mana KUADJOVIH - 02910  
1- Respons, Finances (ICS7) : M. K. HOUESSO (ICS 6) - 02300  
Assist. finances (ICS6): M. Hamid T. TRAORE (ICS 5) -02910  
2 - Chargée du Personnel (ICS 7) : Ms. Akuvi EQUAGOO - 02300  
3- Chargée Approvision.& logistique: Ms. Nayé de SOUZA - 02300  
Assist. Procurement logistique : M. Alintare AKOUTA (ICS2) -02910  
4- Assist. Voyage/Document (ICS 5) : M. Ayayi d'ALMEIDA - 02910  
Chauffeur : Mr. Kossi FOLLY-GBOGBOE (ICS 2) - 11300  
Chauffeur : Mr. Takouda KPEKY - 11300  
5 - Coordonnateur UGP/VIH/SIDA (ICS9) : Vacant - 11300  
Assist. Technique Internationale : Mme Magali BABALEY - 04000  
VNU International M. Piero Emanuele FRANCESCHETTI - 04000  
Administr. Paludisme/Tuberculose (ICS8) : M. K HOUNGBO - 11300  
Spécialiste suivi-évaluation (ICS 8): Mr. Kodjo KOTOKOU - 11300  
Assistante Finances (ICS 6) : Mme Noussou Tchani-Bayor - 11300  
Assist. Administr. & Fin,(ICS 9) : M. A AMOUZOU-GLIKPA - 11300  
Assist, Administrative (ICS 5) : Ms. Edwige SODONON-A - 11300  
6 -Spécialiste Approvis. & logistique (ICS7): M. T. BAKOU - 11300  
Chauffeur (ICS 2) : Mr. Akoussah TSEVI - 11300

## Unité Programme

CP Pauvreté (ICS 10) Mr. Victor WOMITSO-MAWULAWOE -02300  
CP Environnement (ICS 6) : M. L. LAWSON-A.  
CP Micro-finance (ICS 7) : M Takounadi AWESSO (ICS 6) -02300  
CP Devt Rural/VIH/SIDA : Vacant  
CP Volontariat : M. Alfred Marie ANDRIANTIANASOLO  
Assist. Au Programme Gouvern (ICS7): Mme Améyo ASSILEVI -02300  
Assistante Adminin. (ICS 5) : Tchotcho KOUAMI-ATTIOGBE -11300  
Gestion des Ressources Financières : Mme Ayélé Flore ANTONIO

**02300 = Core Post**

**02910 = Reserve Africa**

**11300 = Ressources Extra-Budgétaires**

**02600 = VNU**

**04000 = TRAC 1**

**04120 = TRAC 3**

**04500 = Coordination**